



TERMES DE RÉFÉRENCE -RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL - SPÉCIALISTE EN SUIVI ET ÉVALUATION (S&E)

Appui à la Composante 2

Projet : Projet régional d'accès à l'électricité hors réseau –
Financement additionnel (ROGEAP)

Titre : **Consultant en Suivi et Evaluation (S&E) BOAD**

Type de contrat : Contrat individuel

Lieu d'affectation : Lomé, Togo ou Abuja/ et/ou basé à domicile (avec des missions sur le terrain)

Durée de la mission : Sur la durée restante du projet

1. Contexte du projet

Le projet régional d'accès à l'électricité hors réseau (ROGEAP) vise à accroître l'accès aux services d'électricité durables dans les douze pays membres de la CEDEAO et dans sept pays supplémentaires (à savoir le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Cameroun, le Tchad, la Mauritanie et la République centrafricaine) pour les ménages, les entreprises et, dans certains cas, les établissements publics de santé et d'éducation dans le cadre d'un programme pilote.

Si l'Afrique subsaharienne souffre d'un manque d'accès à des services d'électricité fiables, ce déficit est plus prononcé dans la région de l'Afrique occidentale et centrale, en particulier dans des pays comme la République centrafricaine (RCA), le Tchad, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Niger et la Sierra Leone. En outre, l'accès des ménages à l'électricité varie considérablement entre les zones urbaines et rurales. Sur une population de 406 millions de personnes dans les 19 pays du projet, on estime que 208 millions d'habitants n'ont pas accès à l'électricité, dont environ 70 % vivent dans des zones rurales. Sur la base de l'évaluation du marché hors réseau de 2018, le taux moyen d'électrification rurale se situait autour de 18 %, tandis que celui de huit pays - Burkina Faso, Tchad, RCA, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mauritanie et Niger - est inférieur à 5 %. L'amélioration de l'accès à l'énergie, en particulier pour les groupes marginalisés et défavorisés et les régions en retard, est essentielle pour parvenir à un développement durable et inclusif et réduire la pauvreté.

Les systèmes solaires autonomes représentent un marché potentiel important en Afrique occidentale et centrale. Actuellement, moins de 3 % de la région est desservie par des systèmes solaires autonomes, soit l'équivalent d'environ 5 millions de consommateurs. L'évaluation du marché réalisée en 2018 a identifié qu'environ 31 millions de ménages pourraient être électrifiés à l'aide de systèmes solaires autonomes en Afrique occidentale et centrale. La valeur potentielle du marché solaire domestique est estimée à environ 6,6 milliards de dollars US. L'évaluation a également identifié environ 800 000 établissements d'enseignement et de soins

de santé qui pourraient être électrifiés avec des systèmes solaires autonomes, avec une estimation d'investissement de 1,5 milliard de dollars US. En outre, la part de la population rurale desservie par des sources d'énergie renouvelables décentralisées telles que les mini-réseaux et les systèmes autonomes devrait atteindre 22 % d'ici 2020 et 25 % d'ici 2030.

L'adoption des systèmes solaires autonomes en Afrique occidentale et centrale se heurte à plusieurs obstacles du côté de l'offre. Ces obstacles découlent de l'impression que le marché de l'Afrique de l'Ouest et du Centre est fragmenté, ce qui implique que de nombreux pays ont une population réduite et dispersée ; le manque de politiques et d'environnements réglementaires appropriés ; l'absence d'écosystèmes de soutien pour l'industrie solaire ; un accès limité au financement ; et le manque d'informations claires sur la demande et les segments de clientèle. En outre, la région n'a pas encore bénéficié de manière significative des technologies solaires photo voltaïques (PV) innovantes et des modèles commerciaux novateurs, tels que le système PAYGO (Pay-As-You-Go), par rapport à l'Afrique de l'Est.

La promotion de l'électrification à l'aide de systèmes solaires autonomes nécessite une approche régionale harmonisée. Il s'agit d'établir un écosystème favorable aux entreprises afin d'attirer les investissements du secteur privé pour fournir de l'électricité aux personnes non raccordées au réseau, y compris les ménages dirigés par des femmes, de manière décentralisée. Les projets financés par la Banque mondiale dans la région Afrique avec des composants solaires autonomes ont adopté une approche basée sur le marché, mise en œuvre par le secteur privé, pour fournir l'accès à l'électricité aux populations.

Le projet comporte deux composantes principales : **La composante 1** s'est concentrée sur le développement d'un marché régional en établissant un environnement commercial favorable et en fournissant un soutien au renforcement des capacités techniques et financières aux entrepreneurs solaires dans les 19 pays du projet. **La composante 2** vise à faciliter l'accès au financement pour les entreprises de systèmes solaires autonomes par le biais d'une ligne de crédit et la mise en place d'un mécanisme de garantie pour les Institutions Financières Nationales (IFNs) éligibles situés dans huit pays membres de l'UEMOA.

La CEDEAO est l'agence d'exécution de la composante 1, tandis que la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) exécute la composante 2. A cet effet, une Unité de Gestion du Projet (UGP) est créée au sein de la Commission de la CEDEAO et de la BOAD.

Pour accompagner la mise en œuvre de composante 2 et particulièrement dans le suivi/évaluation des lignes de crédits et prêts directs déployés par la BOAD, la Commission de la CEDEAO recrute un Consultant en suivi-évaluation (M&E) pour une assistance technique.

2. Etendue de la mission et responsabilités

Le consultant S&E BOAD appuiera la BOAD dans la réalisation de toutes les activités liées au suivi-évaluation du projet, comme indiqué ci-dessous :

- Travailler avec la facilitation de la BOAD, en étroite collaboration principalement avec les Institutions Financières Nationales (IFN) ayant bénéficiées de ligne de crédit ROGEAP de la BOAD, en les aidant à développer des mécanismes appropriés pour la collecte, la compilation, l'analyse et la communication des données sur les indicateurs de performances du projet.
- Examiner les indicateurs de suivi-évaluation et les outils de collecte de données utilisés par les IFN et leurs partenaires. Identifier les sources de données déjà disponibles et le

flux d'informations.

- Travailler en étroite collaboration avec les acteurs concernés (IFNs, SMEs and BOAD) pour collecter, analyser et consolider les données ainsi que pour vérifier la cohérence interne et la validité des données des différentes parties intervenants de la composante 2.
- Fournir un soutien en matière de mentorat et d'encadrement sur le terrain aux acteurs concernés sur les approches et outils de S&E afin d'améliorer leur capacité à mettre en œuvre des activités de S&E.

3. Résultats attendus et livrables

- Les indicateurs de suivi-évaluation et les outils de collecte de données utilisés par les IFN et leurs partenaires sont examinés. Les sources de données déjà disponibles et le flux d'informations s'y référant sont identifiées.
- Les données cohérentes et valides sur les indicateurs de performance du projet sont collectées et disponibles pour être analysées et consolidées.
- Des visites régulières de terrain pour le renforcement de capacité et l'encadrement des acteurs sur les approches et outils de S&E sont organisées afin d'améliorer leur capacité à mettre en œuvre des activités de S&E.
- Les rapports périodes des données collectées, traitées et validées (suivi -évaluation) – tableau de bord des indicateurs et mise à jour du cadre logique du projet en étroite collaboration avec l'UGP.
- Les rapports des réunions de coordination pour discuter des progrès qui seront organisées.

Principaux livrables

DELAIS	LIVRABLES	Durée en homme jours
Première semaine	Examiner les systèmes de suivi et d'évaluation existants et passer en revue les éléments suivants : i) Indicateurs ; ii) Outils et mécanisme de collecte ; iii) Valeurs cibles.	3 jours
Premier mois	Collecter, consolider et analyser la cohérence et la validité des données existantes.	20 jours
3 ^e mois et au-delà	Rapport trimestriel de suivi et d'évaluation pour informer les bénéficiaires de l'avancement de la mise en œuvre et des réalisations de la composante 2 du projet.	15 à 20 jours par trimestre

Le consultant S&E travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de suivi-évaluation de la BOAD en ce qui concerne les approches et les méthodologies d'évaluation et sous la direction et la supervision de la CEDEAO. Il/elle rendra compte à l'UGP (CEDEAO / BOAD), à la Banque mondiale.

4. Qualifications et expérience

- Niveau diplôme de Master/DESS (BAC +5) au moins, dans un domaine connexe ;
- 5 ans d'expérience pertinente dans le suivi-évaluation de programmes et de projets principalement financés par des donateurs et au moins une expérience d'un projet financé par la Banque mondiale ;
- Expérience du suivi-évaluation avec une formation et un intérêt pour les questions de développement ;
- Solides compétences quantitatives et qualitatives, capacité à concevoir des modèles pour la collecte de données et à analyser les données, compréhension des concepts, outils, méthodes et stratégies de S&E, capacité avérée à entreprendre des évaluations de programmes/projets, fortes compétences en matière de rédaction de rapports et d'analyse ;
- Maîtrise des logiciels SIG (ArcGIS), des logiciels statistiques (Stata, R, Python) et/ou des logiciels de collecte de données (Open Data Kit) de préférence ;
- Expérience de la collecte de données primaires sur les ménages et les entreprises ;
- Maîtrise de l'anglais et du français avec d'excellentes compétences verbales et écrites.

Note :

- Volonté d'entreprendre des visites régulières sur le terrain et d'interagir avec les parties prenantes/bénéficiaires du projet ;
- Capacité à travailler avec peu de supervision.

5. Durée et lieu des services

Le Consultant sera engagé sur la durée du projet et en fonction de la disponibilité des fonds.

Le Consultant devra être disponible conformément aux exigences mentionnées dans le tableau des résultats ci-avant. Il sera basé à la BOAD à Lomé au Togo ou à Abuja, Nigeria ou à Domicile.

Il/elle effectuera des missions régulières de collectes des informations/données auprès des IFNs et il/elle sera appliqué les conditions de la CEDEAO pour les missions hors lieu de travail.